

Conférence de presse du FPÖ contre la détention préventive pour les non vaccinés

Zusammenfassung / summary:

Selon Herbert Kickl, du parti libéral de droite autrichien FPÖ, le gouvernement lance ce qu'il appelle « une attaque de la dernière chance contre la population » en « préparant une détention préventive pour les personnes non-vaccinées ». Avec cela, il initie un scénario qui rappelle les chapitres les plus sombres de l'histoire autrichienne. Bref, la folie du Covid-19 continue ! Lors d'une conférence de presse, Monsieur Kickl a expliqué ce qu'il faudrait faire de toute urgence pour sortir l'Autriche de cette folie. Mais pourquoi la presse grand public présente sur place n'a-t-elle pas protesté ? Kla.TV présente ici l'intégralité de cette conférence de presse très inhabituelle.

Sendetext / broadcast text:

Selon Herbert Kickl, du parti libéral de droite autrichien FPÖ , le gouvernement lance ce qu'il appelle « une attaque de la dernière chance contre la population » en « préparant une détention préventive pour les personnes non-vaccinées ». Avec cela, il initie un scénario qui rappelle les chapitres les plus sombres de l'histoire autrichienne. Bref, la folie du Covid-19 continue ! Lors d'une conférence de presse, Monsieur Kickl a expliqué ce qu'il faudrait faire de toute urgence pour sortir l'Autriche de cette folie.

Mais pourquoi la presse grand public présente sur place n'a-t-elle pas protesté ?

Kla.TV présente ici l'intégralité de cette conférence de presse très inhabituelle.

Conférence de presse du FPÖ avec Herbert Kickl :

Questions d'actualité sur la folie covidiste de la coalition gouvernementale turquoise-vert

Voilà une merveilleuse matinée en ce jour de congé. Merci beaucoup d'être venus à cette conférence de presse traitant des questions d'actualité sur la folie covidiste du gouvernement turquoise-vert* (*coalition chrétiens-démocrates et écologistes) avec le président du parti et du groupe FPÖ, auquel je donne la parole.

Herbert Kickl : Bonjour, mesdames et messieurs. Je vous remercie pour votre présence nombreuse en ce jour de congé, comme cela a déjà été dit, je l'apprécie beaucoup. La raison de cette conférence de presse aujourd'hui, c'est le récent... disons « déchaînement », du gouvernement fédéral autrichien, en particulier du chancelier fédéral et du ministre de la Santé.

Un « déchaînement » contre la liberté et contre la dignité humaine dans ce pays sous couvert de politique de santé. Je choisis consciemment ce terme de « déchaînement ». Je pourrais aussi dire qu'il s'agit d'une attaque frontale contre les libertés et les droits fondamentaux de toute la population et surtout des personnes non vaccinées.

Quels sont les libertés et les droits fondamentaux attaqués ? Le droit à la liberté individuelle, le droit à l'intégrité physique, le droit au travail et le droit de ne pas être discriminé. Et tout cela est foulé aux pieds par Messieurs Schallenberg et Mückstein, qui forcent les personnes libres qui ont choisi de ne pas se faire administrer un vaccin expérimental, à se faire piquer. Ce n'est rien d'autre ! C'est un régime brutal de vaccination obligatoire qui est maintenant mis en place en Autriche, peu importe qu'on parle maintenant du paquet de mesures appelé « 3G sur le lieu de travail » ou qu'on parle de ce « prochain développement » entre guillemets, de ce plan à étapes, pour passer à deux nouvelles étapes : la quatrième et la cinquième. C'est une vaccination obligatoire, rien d'autre, même si le gouvernement fédéral autrichien est trop lâche pour l'appeler vaccination obligatoire.

Je vous le demande, quel genre de sadique faut-il être pour soumettre chaque jour des personnes non vaccinées, en bonne santé et sans symptômes, à des tests obligatoires pour avoir l'autorisation de poursuivre leur travail, pouvoir se nourrir et nourrir leur famille, pouvoir gagner assez d'argent afin d'assurer leur subsistance, payer des impôts à l'État, verser des cotisations à la sécurité sociale, cotisations qui financent, entre autres, notre système de

santé. C'est un acte de cynisme politique que de soumettre ces personnes non vaccinées, sans symptômes et en bonne santé, à un test obligatoire délibérément conçu de telle manière que beaucoup ne peuvent même pas le réaliser.

J'ai beaucoup voyagé dans le pays ces derniers jours, pour parler aux personnes concernées, qui m'ont décrit de manière très, très impressionnante et avec un réel désespoir les problèmes qu'elles rencontrent dans la mise en œuvre de ces mesures. Et le plus grave dans tout ça, c'est précisément que ce problème est voulu par le gouvernement. Cette prétendue alternative du troisième « G » (= Testé) est conçue de telle manière qu'elle est tout simplement irréalisable pour de nombreuses personnes. C'est un pur acte de cynisme. Si vous pensez, par exemple, au problème des travailleurs par poste qui ont un horaire de travail complètement irrégulier, qui change chaque semaine et qui vont rater ces possibilités de test qui n'existent même pas près de chez eux. Si vous pensez aux personnes qui doivent faire 20 ou 30 kilomètres pour se rendre au centre de test le plus proche. Si vous pensez aux personnes qui doivent commencer à travailler si tôt que rien n'est encore ouvert et qui finissent si tard que tout est déjà fermé. Vous voyez alors qu'un très, très sale jeu se joue ici sur le dos de la population, pour ainsi dire.

Et c'est ce que cela signifie lorsque Monsieur Mückstein dit qu'on va rendre la situation peu attrayante et lorsque Monsieur Schallenberg dit que la situation sera inconfortable pour les personnes non vaccinées. En vérité, ce qui se passe ici n'est rien d'autre que du chantage. Fais-toi vacciner ou perds votre emploi ! C'est la vérité qui se cache derrière ce régime « 3G au travail ». Et je vous le demande, quel être froid et quel médecin sans cœur faut-il être, pour interdire dans cette nouvelle étape 4 aux personnes non vaccinées, sans symptômes et en bonne santé de rendre visite à leurs proches hospitalisés. Leur interdire les visites en maison de retraite, alors que l'on sait parfaitement que ces personnes âgées souffrent de solitude plus que quiconque, et qu'elles ont besoin de proximité et d'affection.

Comment peut-on être froid et sans cœur au point de spécifier une telle chose à l'étape 4 ?

Et quel individu de la pire espèce faut-il être, pour vous faire du chantage à la vaccination alors que vous êtes en bonne santé, non vacciné et ne présentant pas de symptômes, en vous disant à cette étape 4 : « Tu es autorisé à rendre visite à un membre de ta famille, à tes enfants, à tes connaissances ou à tes amis à l'hôpital, seulement si tu es vacciné. »

Imaginez un accident de voiture ou quelque chose de similaire, un membre de votre famille se retrouve à l'hôpital et nous avons affaire à un gouvernement qui vous dit : « Si tu n'es pas vacciné, tu ne peux pas rendre visite à tes proches. » Ce sont des individus de la pire espèce, mesdames et messieurs.

Encore une question : Quel genre d'individu faut-il être pour garder des personnes non vaccinées, en bonne santé et sans symptômes d'une certaine façon - et là je parle du « confinement des non-vaccinés » - dans un état de quasi-esclavage ? Où on est juste autorisé à aller travailler, où on est juste autorisé à payer ses impôts et ses taxes, et peut-être qu'on est autorisé à aller au supermarché, mais c'est tout. Et par ailleurs, on est enfermé.

C'est donc l'étape 5 dans ce scénario d'escalade du gouvernement fédéral.

Et ensuite, écoutez les explications sur la prétendue nécessité de tout cela. Il était une fois le gouverneur Schützenhöfer, qui n'est certes pas le membre le plus brillant du parti populaire autrichien, mais la déclaration qu'il a faite est vraiment grotesque. Il a déclaré : « Nous ne laisserons pas les non-vaccinés infecter les vaccinés », pour dire deux phrases plus loin : « Seule la vaccination protège ». Et maintenant, gouverneur Schützenhöfer ? Et maintenant ? La vaccination protège-t-elle, oui ou non ? ! Et les autres explications qui ont été données ici ne valent guère mieux. La deuxième variante consisterait à protéger les personnes non vaccinées en bonne santé des personnes vaccinées, des personnes totalement immunisées. Pardon ? Que signifie alors l'immunité complète ? Ça ne veut rien dire non plus. Et la troisième variante consisterait à protéger les personnes en bonne santé, des personnes en bonne santé et c'est pour cela qu'on va les enfermer. Vous rendez-vous compte de l'absurdité et de la folie de tout ce qui se passe dans ce pays ?

Mesdames et Messieurs, ce qui se passe ici est constitutionnellement et moralement intenable, c'est profondément condamnable et c'est complètement inutile en termes de politique de santé.

C'est totalement inutile en termes de politique de santé, pour ne pas dire contre-productif. Et il ne faut pas oublier que toutes ces attaques ne sont pas seulement dirigées contre les non-vaccinés classiques, mais aussi contre tous ceux qui n'ont peut-être reçu qu'une seule dose et ne veulent pas recevoir la deuxième dose. Cette mesure s'adresse également à ceux qui ont été vaccinés deux fois et qui réfléchissent maintenant s'ils vont accepter de se faire vacciner une troisième fois, ainsi qu'à tous ceux qui se sont rétablis et dont le « délai de grâce », comme je tiens à l'appeler, que le gouvernement leur a accordé en tant que personnes immunisées, est écoulé. Et c'est un très, très grand nombre de personnes.

Et maintenant je vais vous dire pourquoi le gouvernement fédéral fait cela : Le gouvernement fédéral a un très, très gros problème et tous ceux qui ont poussé et soutenu ces derniers mois à ses leurs côtés les mesures contre le Covid ont le même problème

Et ce problème est le suivant : Ils sont dans une impasse. Le plan était très simple : d'abord répandre la peur et la panique. Ensuite, dans la deuxième étape, on essaie de pousser les gens à participer à cette expérience de vaccination, afin de pouvoir, dans la troisième étape, se présenter comme les sauveurs en espérant en tirer le plus grand profit politique possible. Le problème est que la réalité n'adhère pas à cette propagande gouvernementale. La réalité n'adhère pas à ce scénario de rédemption que certains ont écrit pour leur profit. C'est plutôt l'inverse, la réalité confirme les critiques du parcours de l'ÖVP, des Verts et de la SPÖ, car le constat réel est bien différent.

La conclusion est que cette thérapie, ou vaccination comme on l'appelle, ne change pas la donne, pas du tout. L'histoire du « GameChanger » est fausse. C'est simplement une contre-vérité de plus sur la liste misérablement longue des contre-vérités du gouvernement fédéral.

La vaccination fonctionne,

mais pas suffisamment bien. Vous pouvez également lire cela dans les publications scientifiques pertinentes et c'est là l'élément crucial, nous n'avons pas une pandémie de personnes non vaccinées, mais ce que nous avons, c'est une insuffisance considérable de l'efficacité vaccinale. Et par conséquent, les personnes vaccinées font également partie du groupe que je considère comme ayant été trompé par le gouvernement fédéral dans le cadre de la politique du Covid. Et celui qui continue à se fier entièrement à cette vaccination, comme le fait le gouvernement fédéral et qui continue à propager la vaccination comme une panacée face dans la pandémie, commet une fraude envers sa propre population et nous conduit à un désastre sanitaire.

Examinons ensemble quelques chiffres :

Tout d'abord, les chiffres de l'infection – les « cas »

Il y a un an, le 22 octobre 2020, 21 835 cas actifs et maintenant, un an plus tard, le 22 octobre 2021, 36 298 cas. C'est donc beaucoup plus cette année, même si nous savons que seules les personnes non vaccinées sont en fait testées maintenant. Et le gouvernement tire consciemment, je dis bien consciemment et sciemment, une conclusion erronée de ce fait, la conclusion que nous avons affaire à une « pandémie de personnes non vaccinées » et construit ensuite sa stratégie de bouc émissaire. Je vous dirai plus tard pourquoi c'est faux.

Deuxièmement, les « chiffres d'hospitalisation »

Il y a un an, le 22 octobre 2020, 841 personnes étaient hospitalisées en service ordinaire et 161 personnes étaient en soins intensifs, soit un total de 1 002 personnes hospitalisées. Or, le 22 octobre 2021, 795 personnes sont en service hospitalier ordinaire et 220 personnes en soins intensifs, soit au total 1 015 personnes. Cela signifie que le nombre total de patients ayant le Covid-19 dans les hôpitaux a légèrement augmenté et qu'en comparaison nous avons une augmentation significative des patients en soins intensifs au cours de cette année.

Et quelle est la différence entre hier et aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, quelle est la différence ? La différence est que maintenant, entre 62 et 65 % de la population, la population admissible à la vaccination, est entièrement immunisée. C'est là que se trouve la différence. Et en octobre 2020, il y a un an, pas une seule personne en Autriche n'avait été vaccinée. Et aujourd'hui, le bon sens nous dit que, compte tenu de la « vaccination complète » qui progresse, tous ces chiffres, ceux des infections comme ceux des hospitalisations,

devraient en fait être en diminution. Ils devraient être en baisse, mais c'est le contraire qui se produit. Et maintenant je sais déjà que le gouvernement dit : « Oui, oui, ce sont tous les non-vaccinés. C'est la pandémie des non-vaccinés. » Mais ce n'est pas vrai non plus. En fait, quelque chose de tout à fait différent est en train d'émerger, et pour cela il faut regarder les chiffres de ce qu'on appelle les percées vaccinales* (Percée vaccinale = Infection au Covid-19 (confirmée par PCR ou Ag test) chez une personne entièrement vaccinée) Il s'agit d'un autre terme dévalorisant, car la « percée vaccinale » laisse suggérer que nous avons affaire à un phénomène exceptionnel et non à un phénomène de masse. Là aussi, on travaille consciemment de manière manipulatrice dans la rhétorique. Jetons un coup d'œil à ce propos : Au cours des quatre dernières semaines, soit les semaines 38 à 41, on a recensé 30 270 cas symptomatiques de SRAS-CoV-2 confirmés en laboratoire, ce sont donc les percées vaccinales, ou infections post-vaccinales... 30 270. Sur ces 30 270 personnes, 10 189 sont entièrement vaccinées. Cela représente 33,66 % pour l'ensemble des groupes d'âge. Puis nous examinons ce qu'il en est pour le groupe à problème particulier – les 60 ans et plus. Ce sont ceux dont le gouvernement a toujours dit : « Nous devons les vacciner de manière particulièrement intensive car ce sont les groupes les plus vulnérables. » Dans ces cas de percées vaccinales, nous avons une proportion de personnes entièrement vaccinées de 65 % ! Donc presque deux tiers de ce groupe. Et ce malgré le fait que nous avons le taux de vaccination le plus élevé dans ce groupe d'âge. Ici, nous avons atteint un taux de vaccination de bien plus de 80, presque 90 %. En fait, il ne devrait plus y avoir du tout de personnes vaccinées infectées, si la vaccination protège aussi merveilleusement bien que le gouvernement nous l'a toujours dit. Et ces chiffres ne viennent pas du Parti libéral, mais ces chiffres, ce sont les chiffres de l'agence fédérale de santé, l'AGES. Et l'AGES elle-même dit quelque chose de très important sur ces chiffres. Elle dit que les personnes vaccinées malades doivent être signalées, ce qui est vrai, mais que l'on peut supposer qu'elles ne le sont pas toutes, loin s'en faut. Elle appelle ce phénomène « under-reporting ». Cela signifie que nous devons supposer que le nombre de personnes vaccinées infectées est encore beaucoup plus élevé. Et il y a une deuxième chose. Il faut savoir que les personnes doublement vaccinées et infectées ne sont comptabilisées dans les infections post-vaccinales que si elles développent également des symptômes. Les personnes donc qui ont le virus mais qui ne présentent pas de symptômes ne sont pas comptabilisées comme des personnes vaccinées infectées. Cela signifie que vous pouvez ajouter un nombre considérable de personnes et vous pouvez alors constater l'inefficacité de cette vaccination.

Et tout cela confirme complètement ce que le CDC, l'autorité sanitaire américaine, a annoncé en août de cette année après l'enquête sur le « cluster du Massachusetts ». On peut le lire sur la page d'accueil du CDC. Cette épidémie à cet endroit a été étudiée de très près. Et le CDC a ensuite conclu que les personnes entièrement vaccinées peuvent bien sûr continuer à être infectées et que ces personnes infectées vaccinées sont tout aussi contagieuses que les personnes non vaccinées. Tel est l'état actuel des connaissances de l'autorité sanitaire la plus importante au monde. Et ce fait est complètement ignoré par le gouvernement fédéral autrichien. M. Schallenberg et M. Mückstein agissent comme si tout cela n'existe pas du tout. Et au lieu de réagir à ces résultats, on met en place dans la société autrichienne un système impitoyable d'apartheid, un système de castes, pourrais-je presque dire, où la caste la plus basse est celle des personnes non vaccinées. Elles sont sans preuve dégradées et privées de leurs droits. Telle est la politique de santé en Autriche en 2021, sans la moindre preuve.

Mesdames et Messieurs, j'ai souligné récemment lors d'une conférence de presse que l'exemple d'Israël nous montre qu'un taux de couverture vaccinale élevé n'offre pas de protection contre des taux d'infection élevés. Et j'ai également utilisé l'exemple d'Israël en me référant aux scientifiques de ce pays et à leurs déclarations, que vous pouvez lire dans « Science », pour prouver que malgré un taux de vaccination élevé, un pourcentage élevé de personnes qui ont reçu 2 doses de vaccins, est concerné par les hospitalisations et également par des formes particulièrement graves et critiques. Il n'y a pas si longtemps, je

vous ai donné ces informations lors d'une conférence de presse, et ces chiffres concernaient le mois d'août de cette année en Israël. Et c'est précisément cette évolution qui nous rattrape aujourd'hui. Israël n'avait, pour ainsi dire, que quelques mois d'avance, et ce qui a déjà été vécu là-bas nous rattrape maintenant. Le nombre de clusters de personnes totalement immunisées est en constante augmentation, vous le savez. Ces voyages en bus de groupes de personnes âgées, où il y a seulement des personnes vaccinées, et malgré tout un cluster se forme... c'est de plus en plus courant. Les infections post-vaccinales augmentent et, bien sûr, le nombre d'hospitalisations et d'évolutions sévères augmente également.

Et maintenant je sais déjà que les gens vont dire : Oui, oui, mais les évolutions sévères sont moins nombreuses et le taux de mortalité est moins élevé chez les personnes doublement vaccinées. Et maintenant, j'aimerais savoir quelle est la source de cette affirmation. J'aimerais savoir, peut-être le savez-vous. Quelle est la source de cette affirmation répétée par les dirigeants politiques ? Quelles études nous le disent ? J'aimerais connaître ces études.

La deuxième question est la suivante : Quelles études nous disent qu'on est mieux protégé de ces maladies graves par la vaccination que par un traitement médicamenteux approprié ? De quelles études s'agit-il ? J'aimerais les connaître. Mais je crois que ces études n'existent pas, Mesdames et Messieurs.

Et pour que nous ne parlions pas toujours que d'Israël, nous pouvons aussi prendre Singapour. Un exemple très récent : A Singapour, nous avons l'un des taux de vaccination les plus élevés au monde, bien au-dessus de 80 %, et Singapour entre actuellement dans une quatrième vague, et les chiffres de l'infection y sont vraiment en hausse. Et je peux citer Alex Cook, qui est un expert des schémas d'infection à l'Université de Singapour, et qui dit : « Singapour montre que même des taux de vaccination élevés ne sont pas d'une grande aide. » C'est ce qu'on voit maintenant aussi à Singapour. Et vous voyez maintenant aussi au Danemark, un pays où on a toujours dit qu'on pouvait laisser les gens libres parce que le taux de vaccination est très élevé. Là aussi, les chiffres sont en hausse. On voit la même chose en Allemagne. L'Institut Robert Koch a récemment annoncé des chiffres, pour les plus de 60 ans : 55 % des personnes réinfectées sont doublement vaccinées. Dans le rapport hebdomadaire de l'Institut Robert Koch, vous trouverez environ 100 000 cas d'infections post-vaccinales en une seule semaine. Et l'Institut Robert Koch lui-même parle d'une surestimation de l'efficacité de la vaccination.

C'est donc très intéressant ce qui se passe ici. Vous comprendrez que je me réjouisse que dans un autre pays qui a un peu disparu des radars, l'évolution soit plutôt très, très positive. Je parle de la Suède. Ils ont suivi une tout autre voie dès le début avec une proportion de personnes totalement immunisées dans leur population totale similaire à celle de l'Autriche. Et si vous regardez les chiffres actuels, on a 29 personnes en soins intensifs au 22 octobre. En Autriche, comme je l'ai dit, il y en a 220 et si on regarde les chiffres des décès depuis le 1er juillet 2021 avec toutes les imprécisions, alors nous en avons 332 en Suède et 480 en Autriche. Et en Suède, seules les recommandations à la population sont en vigueur depuis le 29 septembre, alors que chez nous le gouvernement fédéral se lance dans un régime injuste où les droits et libertés fondamentaux sont foulés aux pieds, avec comme bouc émissaire le groupe des personnes non vaccinées.

Mesdames et Messieurs, tout cela signifie que la vaccination, bien qu'elle ait un certain effet, n'est en aucun cas le facteur de changement qui peut mettre fin à cette pandémie. La vaccination est beaucoup moins efficace que ce qui est affirmé et sur une période beaucoup plus courte que ce qui est affirmé. Et cela ne change rien si vous recevez une troisième injection, une quatrième injection, puis une cinquième et une sixième. Le problème reste toujours le même. Je crois que le gouvernement fédéral autrichien le savait également. Car si on considère que 41 ou 42 millions de doses ont été commandées pour les 2022 et 2023, on peut calculer qu'il est possible de vacciner 7 millions d'Autrichiens trois fois par an. Donc ils devaient savoir que l'efficacité ne dure que quelques mois au maximum. Nous ne pouvons donc pas nous en sortir avec cette stratégie, mais en

même temps, nous avons un drame croissant avec les effets secondaires, avec les dommages causés par les vaccins ; d'ailleurs, il y a aussi le phénomène de sous-déclaration. On ne rapporte pas tout ce qui devrait l'être réellement, on en est loin. Cela m'effraie lorsque je parle à des médecins généralistes qui me disent, par exemple, que le nombre de cas de myocardite, en particulier chez les jeunes vaccinés, a augmenté de façon spectaculaire. Il s'agit en fait d'une évolution alarmante qui devrait immédiatement entraîner l'arrêt de la campagne de vaccination.

Nous ne gagnons rien à faire cela, mais le nombre de décès dus à la vaccination continuera encore à augmenter. Et encore une chose totalement tabou dont nous n'entendons ou ne lisons pratiquement rien : nous nous enfonçons de plus en plus dans ce problème des conséquences sanitaires à moyen et à long terme, et des résultats effrayants liés à la croissance des tumeurs ont maintenant été rendus publics ; en d'autres termes, il existe manifestement un lien entre l'administration de vaccins et la croissance des tumeurs.

Donc, Mesdames et Messieurs, il n'y a pas de pandémie des personnes non-vaccinées. Quiconque prétend cela répand la propagande du gouvernement. Le gouvernement en a besoin car il construit toutes ses horreurs dessus. Ce qu'il y a, c'est une inefficacité du vaccin et donc une propagation rapide du virus parmi et par les personnes vaccinées. C'est le problème auquel nous sommes confrontés. Voilà le vrai problème ! Et je ne blâme pas les personnes vaccinées. Les vaccinés sont des personnes qui se croient en sécurité- sur la base des déclarations du gouvernement. Ce sont des personnes qui se croient en sécurité suite aux déclarations du ministre de la Santé et de tous ceux qui ont participé à cette campagne. Et ces personnes sont pour ainsi dire trompées, flouées, dupées et bercées d'un faux sentiment de sécurité. La manipulation qui a eu lieu se poursuit encore aujourd'hui, et c'est particulièrement répréhensible. Il suffit de jeter un coup d'œil aux messages clés des campagnes de vaccination actuelles du gouvernement fédéral. En collaboration avec la Croix-Rouge, le gouvernement fédéral mène une vaste campagne de vaccination. Et en plus de ce régime coercitif qui est mis en place d'une part, cette campagne est, en quelque sorte, la deuxième méthode de manipulation pour amener les gens à participer à cette expérience de vaccination. Voyons ensuite quels sont les principaux messages de cette campagne de vaccination. Les gens sont persuadés que la vaccination fera disparaître la pandémie, au prix de leurs propres impôts d'ailleurs. C'est l'un des messages de la campagne de vaccination. Le slogan est encore plus fort : Pour que la pandémie cesse ! Fausseté et mensonges !

Deuxièmement, on fait croire aux gens que grâce à la vaccination, les personnes âgées ne peuvent plus être infectées par les jeunes et les enfants. Ce sont ces horribles publicités où on met des personnes âgées devant un micro et où on dit : « Maintenant, nos petits-enfants peuvent enfin revenir nous voir. » Il n'y a pas de preuves non plus. Dans le cadre de cette campagne de vaccination, on fait croire aux gens qu'après la deuxième vaccination ils bénéficieront d'une protection complète. Même les compagnies pharmaceutiques ne prétendent pas cela ! Mais le gouvernement fédéral autrichien, en collaboration avec la Croix-Rouge, le fait, dans cette campagne de vaccination. Et on fait croire aux gens que s'ils ne se font pas vacciner, ils tomberont malades. Comme s'il n'y avait pas d'évolution sans symptômes, comme s'il n'y avait pas d'immunité des cellules T, comme s'il n'y avait pas d'immunité croisée. Ce message de la campagne de vaccination est lui aussi dépourvu de preuves.

En ce qui concerne les jeunes, les choses deviennent particulièrement féroces. On tente d'exploiter le besoin de divertissement des jeunes dans les discothèques et les clubs. Et on informe faussement les jeunes en leur disant : « Tu ne peux entrer dans un club que si tu es vacciné. » Ce n'est pas non plus la situation légale actuelle. Mais quand tu lis ça : « Tout le monde va au club, sauf Irène, qui dit « la vaccination donne des migraines » ! C'est de la désinformation classique. Ce n'est pas... ou ce qui est dit ne reflète pas l'état actuel de la loi, ce n'est pas correct, ce qui est affirmé ici. Et il y a de nombreux spots de ce genre : « Tout le monde va au club, sauf Jochen, il ne s'est pas encore fait piquer ! » Mesdames et messieurs, il s'agit d'une

manipulation sans preuves de notre propre population dans le but de pousser les gens vers cette aiguille. Et je pense que c'est un jeu honteux, sans scrupules et criminel. C'est pourquoi nous allons déposer une plainte auprès de l'Office fédéral de la sécurité sanitaire en vertu de l'article 6 de la loi sur les médicaments. Cet article 6 de la loi sur les médicaments concerne la tromperie. Et si ce qui est diffusé dans le cadre de la campagne de vaccination n'est pas trompeur, alors les portes seront grandes ouvertes à l'avenir pour toute forme de désinformation manipulatrice dans le domaine des médicaments ou de la vaccination.

Mesdames et Messieurs, la stratégie du gouvernement fédéral mène au désastre. Aujourd'hui, je prédis ce qui suit : Nous allons être écrasés par une quatrième vague. Les chiffres vont augmenter de façon spectaculaire et le système de santé aura d'énormes problèmes, notamment parce qu'il a été réduit par le passé et n'a pas été modernisé au cours des deux dernières années ou derniers 18 mois. Il faut y penser : des coupes dans le budget de la santé et plus un seul lit de soins intensifs, malgré la plus grande pandémie que l'histoire de l'humanité ait jamais connue. Qui est responsable de cela ? Et puis vous vous retrouvez dans une situation où quelques centaines, quelques centaines de patients en soins intensifs font basculer une société moderne et conduisent à l'élimination des droits et libertés fondamentaux dans un pays. Où, où sommes-nous ? Où sommes-nous, mesdames et messieurs ? C'est un échec total ! C'est un échec total, et tout cela parce que le gouvernement continue comme avant, en s'appuyant sur la vaccination comme remède miracle. Et quiconque ne change pas immédiatement cette stratégie est un danger irresponsable pour l'humanité, quelqu'un qui a des vies humaines sur sa conscience, je le dis clairement. C'est quelqu'un qui divise la société. Quiconque ne change pas cette stratégie est quelqu'un qui foule aux pieds les droits et libertés fondamentaux. Et c'est quelqu'un qui mènera notre pays vers le prochain confinement. Et pas seulement pour les personnes non vaccinées, car cela ne servira à rien, mais aussi pour les personnes vaccinées. C'est là que ça va s'arrêter. Et avec cela, nous avons la prochaine attaque contre la prospérité de ce pays, que des générations ont construite et qui est maintenant mise en danger par un gouvernement fédéral irresponsable et qui ne veut pas apprendre.

Mesdames et Messieurs, je pense que le directeur européen de l'OMS ne sera pas traité de complotiste, pas même par le gouvernement. Cet homme s'appelle Dr Hans Kluge. Et ce directeur de la Santé de l'OMS a déclaré ce qui suit. Je le cite : « Les vaccins ne mettront pas fin à la pandémie de COVID-19 et les gouvernements doivent changer de stratégie pour faire face à la propagation du virus. » Et que fait notre gouvernement ? Notre gouvernement fait exactement le contraire. Notre gouvernement mise tout sur la vaccination. C'est un pur jeu de hasard qui se joue ici, au détriment de la santé de la population et au détriment des droits et libertés fondamentaux. Ce que nous, libéraux, voulons dans cette situation, c'est la mise en œuvre immédiate d'un plan B. Un plan B sans représailles. Ce plan B comporte les points essentiels suivants :

Tout d'abord, l'arrêt immédiat de toute forme de vaccination obligatoire. Il ne doit y avoir aucun désavantage, aucunes représailles pour quiconque ne veut pas se faire vacciner, quelle qu'en soit la raison.

Ceux qui veulent se faire vacciner doivent le faire. La meilleure façon de procéder est d'avoir une consultation détaillée avec votre médecin sur la base de vos propres antécédents médicaux. Ce serait en fait une approche solide. Mais pas à la caisse du supermarché ! Pas avec un bus de vaccination devant l'école, franchement ! Ou pas quelque part le soir devant une discothèque, où, comme autrefois, les baleiniers engageaient des marins qui étaient assis en état d'ébriété dans le pub du port afin de trouver des gens à embaucher. Cela ressemble à ce qui se fait actuellement avec la vaccination, lorsqu'on essaie d'intercepter les jeunes devant les discothèques. C'est le premier point.

Et le deuxième point doit annoncer : recours immédiat aux médicaments chez les personnes infectées. Recours immédiat aux médicaments pour prévenir les évolutions graves. Et, Mesdames et Messieurs, vous savez que les médicaments existants sont utilisés avec succès depuis longtemps, que de nouveaux

médicaments sont testés et sont également en cours de développement. Et ce recours aux médicaments présente un énorme avantage. Il présente l'avantage de ne pas avoir à vacciner l'ensemble de la population en bonne santé, mais de cibler l'utilisation de médicaments sur les personnes qui ont une infection et ont été diagnostiquées comme malades. Cela signifie que je n'ai pas à exposer l'ensemble de la population au risque d'effets secondaires. Et c'est une grande réussite. De plus, nous savons que, statistiquement parlant, une grande partie de la population âgée de moins de 60 ans a en fait un risque nul de complications graves, voire de décès. Et si vous dites que rien de tout cela n'est possible et qu'il est absolument nécessaire de vacciner... s'il vous plaît, Mesdames et Messieurs, le VIH n'a pas été combattu par la vaccination, mais par l'utilisation de médicaments. Et pour moi, c'est très important parce que ça vient du gouvernement qu'on est seulement - et j'en reviens à ces campagnes de vaccination manipulatrices - qu'on est seulement protégé par la vaccination. Ce n'est pas vrai. Nous savons qu'on peut très, très bien traiter le COVID-19 avec des médicaments. Et nous savons que si ces médicaments sont utilisés précocement, nous pouvons prévenir les évolutions graves, réduire significativement la mortalité, donc diminuer les hospitalisations et ainsi éviter la surcharge des centres de vaccination. Et donc toutes ces choses négatives qui sont maintenant déclenchées, en réalité nous n'en avons même pas besoin. Et vous savez probablement que l'une des publications scientifiques les plus lues de l'année 2020/2021 est celle du professeur Peter McCullough, qui est un... comment dire... oui, un aperçu des médicaments qui sont utilisés dans le cadre de la lutte contre le COVID-19. Et, bien que ce soit américain, il existe des études correspondantes sur tous ces médicaments. Il y a des publications scientifiques et il y a des expériences, et c'est beaucoup, beaucoup plus que ce que nous savons sur la troisième injection, par exemple. Nous n'avons pas tout ça pour le vaccin, nous n'avons pas tout ça. Le point crucial est que ces médicaments doivent être administrés à un stade précoce et pas seulement à l'hôpital. Après il est trop tard, on commence trop tard et on est déjà confronté au problème des évolutions sévères. Et vous savez que les associations médicales américaines ont réalisé un schéma thérapeutique et il y a de très, très bons médecins en Autriche, également dans d'autres pays de l'Union européenne, qui ont adapté ce schéma thérapeutique aux conditions européennes. L'essentiel est que vous n'avez pas besoin de traitements intraveineux, que vous n'avez pas besoin des visites à domicile des médecins, mais que vous pouvez pratiquement tout administrer par le biais de comprimés. Et ce serait un énorme coup libérateur si cette thérapie médicamenteuse devait être utilisée. C'est donc l'une de nos principales revendications : Utiliser immédiatement ces thérapies médicamenteuses et lancer une vaste campagne d'information auprès de la population pour lui dire que c'est possible ; et en conséquence promouvoir cette forme de thérapie.

Mesdames et Messieurs, un autre point du plan B est la détection des anticorps dans l'ensemble de la population. C'est en fait une évidence, je dirais, du point de vue de la politique de santé. Car c'est une nouvelle incroyablement positive pour chacun de savoir qu'il est lui-même mieux protégé de toute infection par une forme d'immunité qu'il ne pourrait jamais l'être par une vaccination. Cela n'est tout simplement pas inscrit dans la stratégie du gouvernement fédéral. C'est pourquoi il a également été dit que l'immunité après une maladie prend fin au bout de six mois. C'est une estimation. Il n'y a aucune preuve médicale qu'elle ne dure que six mois. Mais si on le faisait autrement, les gens pourraient remarquer qu'il peut aussi y avoir un avantage d'avoir déjà été infecté. Parce qu'alors j'ai une immunité de longue durée, et alors on est à nouveau coincé avec les doses de vaccin, qui doivent évidemment être injectées. Et un élément essentiel de ce plan B est que les personnes vaccinées doivent bien sûr aussi être testées si elles ont des symptômes significatifs. Sinon, nous n'avons pas d'approche globale, et cette approche est nécessaire.

Oui, Mesdames et Messieurs, en conclusion : Selon l'avis du parti libéral, nous avons besoin de la solidarité de tous ceux qui ont été trompés par le gouvernement dans le cadre de la politique Covid. Cette solidarité de tous ceux qui ont été trompés - c'est l'exact opposé de la division de la société que Schallenberg et Mückstein promeuvent. Et une fois de plus, les personnes

trompées sont les non-vaccinés, qui sont maintenant désignés comme boucs émissaires sans la moindre preuve et qui sont harcelés et privés de leurs droits. Ils sont trompés, ceux qui sont guéris du Covid à qui on dit : « Vous n'avez que quelques mois de répit si vous avez été en quarantaine, et puis vous devrez quand même vous faire vacciner. » Autant trompés que ceux qui ont eu une évolution asymptomatique ; qui ont des anticorps mais qui n'ont jamais été en quarantaine, cela ne compte pas du tout. Ceux-là aussi sont trompés ! Donc, disons, les immunisés. Et ceux qui ont été vaccinés sont également trompés, bien sûr, simplement parce qu'on leur a fait croire qu'ils seraient en sécurité après deux piqûres, qu'il n'y avait plus de danger pour eux ou pour les autres. Et nous ne parlons pas des effets secondaires de toute façon, parce qu'ils ne se produisent pas du tout. Ils sont mentionnés dans chaque publicité pour des comprimés contre le mal de gorge, mais pas lorsque le gouvernement fait la promotion de ces « vaccins génétiques ». On n'entend rien sur les risques dangereux et les effets secondaires.

Nous voulons rassembler cette solidarité sur le plan politique et nous nous battons pour cela. Par conséquent, à la prochaine occasion, il y aura une motion de censure contre le ministre de la Santé responsable. Nous préparons un acte d'accusation ministériel contre Mückstein, comme nous l'avons fait contre son prédécesseur Anschöber. J'ai déjà mentionné que nous allions déposer une plainte auprès de l'Office fédéral pour la sécurité des soins de santé - en raison des informations trompeuses liées à toutes les vaccinations. Et je crois que le point sera atteint à nouveau où le parti libéral exprimera également sa protestation dans les rues.

Présentateur : Vous avez la possibilité de poser des questions. Veuillez attendre que le micro soit là et mettez votre nom et votre média en premier.

Journaliste :

Je suis Christian Maier, de Servus TV : Dans votre déclaration, vous avez cité les étapes 4 et 5 du nouveau plan du gouvernement. Maintenant, il y a des questions ouvertes. Que dit le FPÖ des questions ouvertes, notamment ce qu'il advient des enfants de moins de douze ans, ce qu'il advient des enseignants et enseignantes, des serveurs et des serveuses qui ne sont pas vaccinés ? Que dites-vous du fait que les questions sont ouvertes et comment traiter ces groupes, par exemple ?

Herbert Kickl : Merci pour la question. C'est en fait un scandale qu'un gouvernement initie un plan par étapes, qui sera en vigueur dès le 1er novembre, et que jusqu'à ce jour nous ne connaissons pas de réglementation détaillée. J'ai maintenant demandé si nous connaissons déjà une ligne de la loi correspondante. Nous ne savons rien du tout. C'est donc l'incertitude maximale pour toutes les personnes concernées et cela montre à quel point toute cette gestion du gouvernement est chaotique. Et honnêtement, je n'ai pas du tout envie de m'occuper des bêtises des stades 4 et 5 parce que je leur ai dit ce qu'il fallait faire. Il n'y a pas besoin des étapes 4 et 5, il y a besoin d'un changement de stratégie. Il faut sortir d'une stratégie qui croit que la vaccination constitue la panacée et qui pense que les personnes qui ont choisi de ne pas se faire vacciner, pour quelque raison que ce soit, doivent être forcées de le faire. C'est un crime, ce qui se passe.

Deux questions d'un journaliste :

D'abord, contre qui exactement porte la plainte contre le ministère de la Santé ? Et deuxièmement, avez-vous une idée de la date où le moment sera venu où le FPÖ pourra redescendre dans la rue ? Dès la fête nationale, qui devrait être le jour de la libération, ou seulement plus tard ?

Herbert Kickl : Eh bien, il y a déjà beaucoup de manifestations demain. Je ne peux que saluer toute forme de résistance contre ce régime d'injustice. Il y aura certainement aussi des représentants du Parti de la liberté. Mais ce que je voulais dire par là, c'est que dans un avenir proche, nous allons probablement nous manifester de nouveau en tant qu'organisateurs. Il y aura un délai

d'exécution pour cela, mais nous vous en informerons en conséquence. Oui, et la plainte

est dirigée contre les responsables du gouvernement fédéral qui ont conçu et financé cette campagne. Nous sommes pour ainsi dire en train de lancer une chasse à l'homme afin de trouver les bonnes personnes. Mais comme je l'ai dit, toute personne ayant contribué à cette situation avec le gouvernement fédéral fait l'objet de cette plainte.

Journaliste d'ORF :

Oui, merci. M. Kickl, pouvez-vous citer les médicaments qui fonctionnent si bien de votre point de vue ? Avez-vous des noms spécifiques ? Ce que je ne comprends pas bien dans votre argumentation, c'est ce que le gouvernement gagne à forcer les gens à se faire vacciner, comme vous le dites. Donc, les restrictions qui ont de nouveau été annoncées sont en effet des mesures impopulaires prises par les banques. Je ne comprends donc pas bien comment vous voyez que le gouvernement pourrait en tirer profit.

Et j'aimerais aussi savoir ce que vous pensez de ce qui se passe en Roumanie. Le taux de vaccination est très faible et les unités de soins intensifs sont débordées, de sorte que le virus se propage au galop. Dites-vous que si on se faisait seulement vacciner volontairement, beaucoup moins de gens se feraient vacciner ? Est-ce une situation que vous pourriez imaginer pour l'Autriche ?

Herbert Kickl : D'abord en ce qui concerne la Roumanie, il me semble que nos capacités de soins intensifs ne sont manifestement pas encore si chargées si nous sommes prêts à aider et à accueillir des personnes de là-bas. Eh bien, c'est une décision du gouvernement fédéral. Mais comme je l'ai dit, si nous partons du principe que nos ressources sont limitées, alors l'une et l'autre chose sont également surprenantes.

Et encore une fois, qu'est-ce qui vous fait penser que la vaccination volontaire conduit automatiquement les gens à ne pas se faire vacciner ?

En Suède, nous avons également le système de volontariat. Les Suédois ont le même taux de vaccination que nous. Ils sont environ à 65 %, c'est la même chose que nous, mais personne ne fait pression là-bas. La société n'y est pas divisée, il n'y a pas de dénonciation mutuelle, il n'y a pas de méfiance. Je pense personnellement que c'est la meilleure solution. Et encore une fois, ce que le gouvernement ignore complètement, c'est la possibilité d'un accès alternatif à ces choses - et maintenant j'en viens au sujet des médicaments.

L'un de ces médicaments est, bien sûr, l'« ivermectine », l'un de ces médicaments pour lesquels nous savons, nous voyons - et cela a également été démontré dans des études cliniques - qu'il y a également une efficacité en relation avec le Covid-19. Permettez-moi de vous rappeler que même l'Organisation mondiale de la santé, au début de cette histoire de pandémie en 2020, a supposé que l'Afrique deviendrait en quelque sorte le charnier de la pandémie. Telles étaient les attentes de l'OMS, et on s'attendait à une catastrophe majeure. Et en vérité, cette catastrophe n'a pas eu lieu.

Il suffit de regarder le Nigeria, par exemple. Le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique. Vous avez 210 millions d'habitants là-bas. J'ai vérifié cela pour ne pas vous dire n'importe quoi : au 12 octobre 2021, nous avons 2 747 personnes qui sont mortes du Covid. Et il faut maintenant considérer que ce sont des pays où l'ivermectine est utilisée à grande échelle - également dans d'autres contextes, c'est clair. Mais il serait négligent de dire qu'il n'y a pas d'influence positive sur l'évolution de la situation concernant le Covid-19. La mortalité est nettement plus faible en Afrique centrale - en fait, ce n'est pas vraiment un problème partout où l'ivermectine est utilisée.

Et ils n'ont pas de masques là-bas, ils n'ont pas de vaccins, ils n'ont pas de tests là-bas, ils n'ont pas de confinements, et les gens ne gardent pas leurs distances les uns par rapport aux autres. Toutes les autres choses qui sont utilisées sont beaucoup trop chères là-bas et pourtant la mortalité est si faible. Et je ne comprends pas pourquoi on ne se précipite pas immédiatement sur ce médicament - et il y en a beaucoup d'autres. Il suffit de regarder la page d'accueil du monsieur précédemment cité et vous trouverez également les autres médicaments. Et il a été démontré qu'ils peuvent prévenir les évolutions graves de la maladie.

Et pourquoi le gouvernement fait-il ça ? Vous savez, c'est souvent comme ça en politique, et je l'ai aussi vu dans la question du droit d'asile et de l'immigration. Lorsqu'un groupe est sur la mauvaise voie et suit la mauvaise stratégie depuis le début de la pandémie, il est très, très rare que ces personnes aient le courage de dire : « Nous nous sommes trompés ! » En fait c'est ce qu'il faudrait faire maintenant. Aller dire « Notre stratégie n'a pas fonctionné » et ne pas s'entêter à foncer la tête dans le mur, alors qu'en réalité on ne fait que se taper la tête jusqu'au sang. Il y a aussi des intérêts commerciaux derrière ça; les gens ont probablement gagné beaucoup d'argent. Je ne veux même pas savoir qui a fait des affaires dans la politique ou avec des tests, qui a fait des affaires avec des masques et qui s'est aussi enrichi avec tout ce programme de vaccination. Cela joue également un rôle. Et ce qui est important, c'est le facteur de contrôle. Vous oubliez une chose : le gouvernement a également intérêt à diviser la société, car il peut être sûr qu'il aura toujours une partie de la population de son côté. C'est le jeu perfide qui se joue ici : Afin de maintenir mon propre pouvoir, je divise la société, je la divise en bons et en mauvais - et j'essaie, pour ainsi dire, de mettre les bons de mon côté et de combattre les mauvais. Nous devons briser ce jeu et c'est pourquoi notre objectif politique dans les semaines et les mois à venir, et aussi longtemps qu'il durera, est d'unir tous ceux que le gouvernement veut monter les uns contre les autres. Qu'ils réalisent que nous sommes tous trompés et que les trompeurs, c'est le gouvernement.

Journaliste :

Je suis Bettina Häberlin de Puls24. Monsieur Kickl, vous avez dit, si j'ai bien compris : Constitutionnellement et moralement, vous considérez que la 5e étape est intenable. Est-ce que vous, au FPÖ, envisagez également des démarches juridiques si on en arrive là ?

Herbert Kickl : Oui, bien sûr. Nos avocats et juristes sont prêts à intervenir. Nous avons simplement le même problème que la population autrichienne : Nous ne connaissons pas encore une seule ligne de cette loi. Le gouvernement lui-même ne sait manifestement pas comment concevoir sa panacée. Il sait seulement que c'est la panacée. Mais personne ne peut encore nous dire à quoi ça doit ressembler concrètement. Mais dès que ces choses seront là, bien sûr, nous engagerons une action en justice contre ces personnes à tous les niveaux. Cela va sans dire.

Journaliste

Manfred Schmid d'ATV : Vous avez mentionné les unités de soins intensifs, qu'ils ont été débordés. Combien de places supplémentaires seraient nécessaires pour passer la quatrième vague ou combien de patients en soins intensifs trouveriez-vous « acceptables » pour qu'aucune autre mesure ne soit nécessaire ? Deux questions sur l'ÖVP : selon la « tendance ATV Austria », 2/3 des Autrichiens souhaiteraient voir Sebastian Kurz se retirer de la vie politique. Comment voyez-vous cela ? Est-ce encore tenable ?

(Kickl : Mais cette question est une blague ?)

Journaliste :

Pouvez-vous imaginer que vous formiez à nouveau une coalition avec l'ÖVP au niveau fédéral une fois que Sebastian Kurz sera parti ? Merci.

Herbert Kickl : Tout d'abord, à propos des chiffres des soins intensifs. Je ne suis pas un spécialiste de la santé pour décider de cela. Mais il y a beaucoup de professionnels qui peuvent nous donner ces chiffres avec certitude. Le problème n'est pas que nous ne pouvons pas les créer, mais que le gouvernement ne veut pas les créer. Il y a un deuxième problème : vous savez que le chiffre de 2 000 est en fait beaucoup trop bas. Le gouvernement part du principe qu'il y a 2 000 lits de soins intensifs en Autriche, en réalité, il y en a bien plus de 2 000 disponibles. Cela signifie qu'ici aussi, une rareté artificielle est créée et que les plus de 2 000 disponibles sont, à leur tour, uniquement ceux qui sont disponibles dans le secteur hospitalier public. Cela signifie qu'il n'est pas prévu de se replier sur les capacités de soins intensifs des hôpitaux privés. Au total il en résulterait un plus grand nombre de lits de soins intensifs, sans

que j'en aie rajouté, mais uniquement sur la base des ressources actuelles, et cela permettrait également d'alléger la situation. Or, ce n'est manifestement pas ce qu'on souhaite, mais plutôt une escalade. Ils veulent donner le coup ultime, pour ainsi dire, pour forcer les gens à accepter l'injection. C'est le contexte de cette stratégie.

La deuxième question est de savoir si je suis en faveur du retour de Sebastian Kurz ou non ? Je ne peux que qualifier cette question de blague, car au début de cette année, j'ai dit : M. Kurz doit partir. Maintenant que M. Kurz est parti, c'est tout ce que je peux en dire. Je crois que c'est aussi un voyage sans retour. Sebastian Kurz ne reviendra pas au sein du Parti populaire autrichien. Tous les autres le savent, lui-même ne l'a peut-être pas encore enregistré - mais cela prend parfois un peu plus de temps. Nous avons aussi vu ça dans d'autres cas.

Quant à la question d'une éventuelle coalition avec l'ÖVP : Oui, il ne faut jamais exclure une coopération avec un autre parti politique. Mais ce qu'il n'y aura pas, c'est un pont vers la corruption. Cela n'arrivera certainement pas. Et aussi longtemps que le système de M. Kurz sera assis à tous les leviers importants - même si M. Kurz est parti, mais ils sont tous de la même écurie ; ils ont tous la même odeur collée dans leurs robes - il n'y aura pas de coalition et pas de coopération.

Journaliste d'ORF :

Oui, merci. On a beaucoup parlé

de l'état d'avancement de ces prétentues discussions sur la formation d'un gouvernement - à l'exception de l'ÖVP. Est-il vrai, également selon vous, qu'il aurait dû s'agir d'un comité d'experts ? Et qui auraient été les experts bleus que vous auriez nommés ?

Herbert Kickl : Eh bien, j'ai pris un engagement ferme et je m'y tiens également, à savoir que je me tairai sur le contenu confidentiel des conversations. Je n'y peux rien si l'un ou l'autre croit qu'il doit se rendre important, avec un certain décalage dans le temps. Je ne vous apprendrai pas vraiment quelque chose sur ces conversations. Je me réjouis qu'un grand nombre de tabous de la politique intérieure autrichienne soient tombés, que la doctrine Vranitzky ait été enterrée, même si certains membres du SPÖ tergiversent encore un peu, le génie est sorti de la bouteille, pour ainsi dire, et ils ne peuvent pas non plus le remettre dedans.

Présentateur :

Je pense que c'était la dernière question, et donc je vous remercie d'être venue et je vous souhaite une bonne journée et un bon congé.

Herbert Kickl : Merci et je vous souhaite également un bon congé.

Quellen / Sources:

FPÖ-Pressekonferenz mit Herbert Kickl:

Aktuelle Fragen zum türkis-grünen Coronawahnsinn

www.youtube.com/watch?v=XmD6Y6wh0w4

FPÖ - Kickl: Schutzhaf für Ungeimpfte ist Verzweiflungsangriff auf die Bevölkerung, um von Korruption abzulenken

www.ots.at/presseaussendung/OTS_20211023_OTS0008/fpo-kickl-schutzhaf-fuer-ungeimpfte-ist-verzweiflungsangriff-auf-die-bevoelkerung-um-von-korruption-abzulenken

Autor / Author: Ivo Sasek